

lement les positions politiques et tactiques de la lutte prolétarienne semblent s'opposer à celles qui représentèrent autrefois le patrimoine du mouvement socialiste.

La situation internationale nous révèle l'encastrement dans l'économie capitaliste de l'économie russe basée sur la socialisation des moyens de production, des formes collectives de gestion économiques en Catalogne, des organisations syndicales clôturant les grèves par une augmentation de salaires, les congés payés, la semaine de 41 ou de 40 heures. Entre-temps, un État capitaliste peut mener une guerre impérialiste tout en ne procédant pas à une répression immédiate des ouvriers d'avant-garde et en laissant subsister des formes d'armement autonomes des ouvriers. Tous ces événements n'opposent aucun démenti à la théorie mar-

2. La guerre impérialiste

La conception courante dans le mouvement socialiste au sujet des bases **antagoniques** de la société capitaliste, tout en partant de la considération d'une double contradiction initiale, en arrivait à la conclusion de l'éclosion de deux cours contrastants : celui devant opposer les États se disputant la maîtrise des marchés et des colonies, l'autre déterminant l'opposition des classes et, en ordre principal, de la bourgeoisie et du prolétariat. L'on ajoutait que l'éclosion des contrastes inter-impérialistes aurait fourni l'occasion la plus propice à la manifestation violente de l'antagonisme de classe, et fort souvent, dans l'analyse des événements, l'on était porté à déterminer l'action du prolétariat après en avoir précisé la signification : s'il s'agissait d'une lutte ou d'une guerre inter-impérialiste, le prolétariat n'avait qu'à poser le problème de la transformation en guerre civile, dans le cas contraire les conditions spécifiques se trouvaient réalisées pour le développement d'une action autonome de classe du prolétariat.

L'inévitabilité des contrastes inter-capitalistes nous faisait aussi considérer la fatalité de la chute du régime capitaliste par l'exclusion de la possibilité d'une composition de ces antagonismes et par la prédiction certaine de l'éclosion des cataclysmes, des carnages de la guerre.

Il est indéniable que l'analyse historique des événements précédant la guerre

xiste qui, de l'analyse de la réalité sociale, établit la **forme** de l'expression compatible avec l'époque historique donnée et ne se sert nullement de cette forme pour prospecter la phase nouvelle de l'évolution qui s'est ouverte. L'opposition de classe qui est toujours une opposition de **nature** ne pouvait se manifester, dans l'époque impérialiste de l'économie, qu'autour des objectifs finaux de la guerre ou de la révolution. Les événements d'Espagne prouvent que la compatibilité peut se manifester entre les **formes** économiques et politiques qui étaient autrefois l'expression de l'antagonisme de classe (gestion collective, milices ouvrières, expulsion violente des individualités capitalistes) et cela parce que l'enjeu unique de la lutte entre les classes était uniquement constitué par le dilemme de la révolution et de la guerre.

de 1914-1918 confirme pleinement cet ensemble de conceptions, et présente le schéma de la réalité que nous vivons sous les lunettes du passé avec le double aspect du précipice des contrastes inter-impérialistes et des contrastes de classe. La situation actuelle nous oblige à réexaminer, les événements passés pour nous rendre compte de la loi essentielle régissant le régime capitaliste et pour comprendre que, même les événements qui avaient pris une expression exclusive de contrastes inter-impérialistes, n'étaient en définitive qu'une manifestation de la lutte entre les classes et exprimant un moment du duel que se livrent le capitalisme et le prolétariat autour du problème central du maintien ou de la destruction des bases de la société actuelle.

Dans les trois domaines : économique, le politique et le social, c'est la lutte des classes qui est la loi de l'évolution historique. L'impossibilité pour le capitalisme de construire une société harmonieuse ne signifie pas que la division du monde en États capitalistes antagoniques, la division de la société entre les classes ayant des intérêts opposés, engendre ou puisse engendrer le cours de la destruction de la société capitaliste. D'autre part, puisque la destruction des bases d'une société est inconcevable sans que le problème de la construction d'une autre société ne soit simultanément posé, les déséquilibres, les contrastes mêmes de la société

capitaliste ne peuvent qu'exprimer les manifestations du cours fondamental opposant les deux classes et les deux régimes d'organisation sociale qui leurs sont propres. La conclusion de n'importe quel événement confirme d'ailleurs cette position centrale, car les points terminaux des situations ont toujours vu se réaliser au profit du capitalisme d'un pays donné le ralliement de toutes les forces, même des États qui lui sont foncièrement opposés, pour faire face à la menace prolétarienne et révolutionnaire qui s'étend sur le monde entier et ne peut nullement être localisée à un pays donné. La conclusion de la guerre de 1914-1918 et la victoire de l'Entente ne sont nullement le produit des vicissitudes militaires, les Empires Centraux détenant une position manifeste de supériorité à cause de l'écrasement total du secteur russe et des défaites cuisantes sur le front italien. Ce qui décida de la guerre, c'est uniquement le cours de reprise de la lutte des classes en Russie et ses répercussions qui furent plus violentes dans les Empires Centraux que dans les pays de l'Entente (ce qui révélait la moindre résistance organique de ces capitalismes et une plus grande puissance du prolétariat). Tous les événements successifs de l'après-guerre s'expliquent non en fonction d'une démolition continue des impérialismes qui sortirent vaincus en 1918, mais en fonction d'une aide de la part de la France et de l'Angleterre pour reconstituer les secteurs capitalistes de l'Allemagne, de l'Autriche et les sauvegarder de la menace d'une révolution prolétarienne.

Répondre à cet événement historique d'une portée incalculable, en invoquant le fait que le capitalisme se trouvait dans l'impossibilité d'agir autrement, que les guerres n'éclatent pas du seul fait de la volonté d'un certain État de sauvegarder son hégémonie et que par exemple, en 1923, la France aurait voulu faire une nouvelle guerre contre l'Allemagne, (pour la Ruhr) alors que c'est l'Angleterre qui l'en a empêchée, c'est tout d'abord ne pas expliquer la participation importante de la France au relèvement économique de l'Allemagne, c'est ensuite méconnaître la réalité des événements de 1923 qui ont trouvé, dans l'occupation française de la Ruhr, la base essentielle qui permit au capitalisme allemand et international de parer à l'attaque du prolé-

tariat révolutionnaire, et ensuite de préparer au travers de la lutte contre le Traité de Versailles (menée par les fascistes aussi bien que par les centristes) la vertèbre qui aura permis non point d'arracher des colonies à d'autres États impérialistes, mais d'écraser la classe ouvrière et d'établir le régime fasciste en Allemagne. Il en fut tout autrement en Russie, en 1917, alors que sous la direction des bolchéviks, le contraste de classe put s'épanouir complètement parce qu'il parvint à arracher le prolétariat des contrastes reflétant au sein du régime capitaliste et à la logique même de ces contrastes qui est d'accrocher le prolétariat à leur suite et d'en empêcher l'apparition en tant que facteur décisif des événements : à la guerre s'opposa la révolution.

Les guerres du siècle passé exprimaient le cours devant se conclure par la victoire de la bourgeoisie sur le féodalisme et il serait vain de penser que les succès foudroyants des armées napoléoniennes correspondaient à des possibilités réelles d'extension de la puissance française dans le monde.

A cette époque, Marx défendit l'idée de l'appui du prolétariat aux guerres d'indépendance non parce qu'il pensait que la guerre pouvait devenir un instrument du triomphe du socialisme, mais parce qu'il escomptait que le cours des révolutions prolétariennes pouvait s'insérer dans celui des révolutions bourgeoises. C'est uniquement un problème de classe que Marx envisage et ce serait lui faire une suprême injure que de lui prêter l'idée qui fut celle des traîtres et suivant laquelle l'extension de la puissance économique et militaire des pays bourgeois de l'époque devait être souhaitée pour le bien du prolétariat, de ce prolétariat que Marx avait déjà désigné dans le Manifeste comme la victime de l'exploitation capitaliste.

Il en sera de même pour Lénine au sujet des guerres coloniales, où il voit une possibilité d'encadrer le cours des révolutions prolétariennes dans celui des luttes contre l'impérialisme. Il envisage la perspective d'un bond prolétarien et ne croit pas que la classe prolétarienne puisse être engendrée par l'établissement d'un régime bourgeois. Nous avons d'ailleurs traité de ce problème dans la première partie de ce rapport quand